

Affaire Zekler : Dupond-Moretti via le Parquet, demande la mise en détention provisoire de 3 de nos policiers

écrit par Christine Tasin | 30 novembre 2020



Ce régime va-t-il vraiment perdurer encore 2 ans, voire 7 ? C'est à se taper la tête contre les murs...

Des policiers qui font leur travail en détention provisoire, avant toute enquête parce que accusés d'avoir massacré un quidam qui, 2 jours après apparaissait sur tous les plateaux télévisés sans une égratignure ! Au fou ! A l'assassin ! Et Macron, et Darmanin qui devraient défendre leurs gars de leur appuyer la tête sous l'eau, les salauds !

Et ils osent essayer de faire croire qu'ils voudraient protéger nos policiers...

Producteur passé à tabac par les forces de l'ordre : quatre policiers déférés devant la justice

L'agression du producteur Michel Zecler par des policiers avait été filmée, en plein débat autour de l'article 24 de la loi Sécurité globale, qui prévoit d'interdire la diffusion jugée malveillante d'image des forces de l'ordre (image d'illustration). Selon une source proche du dossier à l'AFP, quatre policiers mis en cause dans le violent passage à tabac du producteur Michel Zecler ont été déférés devant la justice. L'agression filmée avait fait réagir Emmanuel Macron et Gérard Darmanin. Les quatre policiers mis en cause dans le passage à tabac d'un producteur de musique noir, Michel Zecler, ont été présentés à la justice le 29 novembre à la mi-journée, selon une source proche du dossier citée par l'AFP. Lire

Les quatre hommes, qui avaient été placés en garde à vue dans les locaux de l'Inspection générale de la police (IGPN), sont visés par une enquête ouverte du parquet plus tôt dans la semaine pour violences volontaires par personne dépositaire de l'autorité publique avec la circonstance aggravante de racisme, et faux en écriture publique. L'agression du producteur Michel Zecler à Paris par des policiers avait été filmée, en pleine mobilisation contre l'article 24 de la loi Sécurité globale, qui prévoit d'interdire la diffusion jugée malveillante d'image des forces de l'ordre (image d'illustration). Si l'exécutif refuse de renoncer à cette mesure particulièrement controversée, et accusée de museler la liberté de la presse, Emmanuel Macron s'était dit «choqué» par la vidéo de l'agression, appelant à sanctionner les policiers impliqués. Le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin avait pour sa part appelé à leur révocation.

En savoir plus sur RT France : <https://français.rt.com/france/81244-producteur-michel-zecler-passe-tabac-par-forces-ordre-quatre-policiers-deferes-devant-justice>